



HAL
open science

Travaux et spéculation : l'expulsion des habitants du centre de Paris sous le Second Empire

Florence Bourillon

► **To cite this version:**

Florence Bourillon. Travaux et spéculation : l'expulsion des habitants du centre de Paris sous le Second Empire. Travaux et Recherches de l'UMLV, 2003, 7, pp.143-172. hal-04405603

HAL Id: hal-04405603

<https://hal.science/hal-04405603>

Submitted on 19 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TRAVAUX
ET
RECHERCHES
DE L'UMLV

LITTÉRATURES
SCIENCES HUMAINES

LES DÉPLACEMENTS CONTRAINTS DE POPULATION

TRAVAUX ET RECHERCHES DE L'UMLV
LITTÉRATURES ET SCIENCES HUMAINES

Revue semestrielle

Directrice de rédaction :

Fabienne BOCK

Comité de rédaction :

Louise BÉNAT-TACHOT – Annick BOUILLAGUET – Vladimir IAZYKOFF
Christian LUPOVICI – Robert SAYRE – Michael A. SOUBBOTNIK

Secrétaire de rédaction : Emmanuelle BRUN

Directeur de publication : Yves LICHTENBERGER

Conception graphique : Michelle THOMAS et Bertrand ZAKOWETZ

RÉDACTION :

"Travaux et Recherches de l'UMLV", Université de Marne-la-Vallée,
5, boulevard Descartes, 77454 Marne-la-Vallée cedex 2
(Tel. : 01.60.95.70.75 ; Télécopie : 01.60.95.70.77)

CORRESPONDANCE :

Toute correspondance est à adresser à la rédaction.

ABONNEMENTS / VENTE AU NUMÉRO :

	Vente au numéro	Abonnement annuel
Particuliers	6 €	12 €
Institutions	12 €	24 €

Voir bulletin d'abonnement à l'intérieur du numéro

ISSN : 1298-1168

Laurent Feller , Les déplacements contraints de population	5
Christine Hamdoune , Y a-t-il eu des déplacements contraints de population dans l'Afrique romaine ?	13
Jean-Claude Cheynet , Les transferts de population sous la contrainte à Byzance	45
Philippe Jansen , Réaménagement politique du territoire et déplacements contraints de population en Italie centrale, XIII ^e -XV ^e siècles	71
Anne Radeff , Des migrations contraintes ? Migrants et voyageurs alpins et appenins vers 1800	117
Florence Bourillon , Travaux et spéculation : l'expulsion des habitants du centre de Paris sous le Second Empire	143
Henriette Asséo , Les Tsiganes et le remembrement ethnique de l'Europe	173
Damien Lecarpentier , La catégorie de « sans-papiers » : un enjeu de lutte pour la définition de l'étranger en situation irrégulière	189

Travaux et spéculation : l'expulsion des habitants du centre de Paris sous le Second Empire ?¹

Florence Bourillon

Pourquoi évoquer à l'occasion de l'haussmannisation, les déplacements contraints de la population ? Pourquoi a-t-on parlé de *l'exclusion* des Parisiens sous le Second Empire ? Paris vient de connaître au cours du premier ^{xix}^e siècle une croissance considérable de sa population : dans le cadre des douze arrondissements anciens, la population parisienne a presque doublé passant de 517 756 habitants en 1806 à 1 053 262 au recensement de 1846². En effectif, le Paris ancien compris à l'intérieur des limites des fermiers généraux doit assimiler une population supplémentaire d'un demi-million d'habitants et, pendant la même période, les autres communes du département de la Seine connaissent une progression de 227 %. Le résultat est bien connu : huit quartiers situés à l'intérieur des grands boulevards, dans les anciens 4^e, 5^e et 6^e arrondissements, ont une densité de plus de 100 000 hab./km²³. Les quartiers centraux subissent une « surcharge démographique » à laquelle s'ajoute une « surcharge fonctionnelle »⁴ : de nouvelles activités s'ajoutent aux anciennes, comme les Messageries royales près des quais et du centre du Paris actif, le siège social de la Caisse d'Épargne, l'Imprimerie royale, dans le 4^e arrondissement ancien etc. La nomination d'Haussmann à la préfecture de la Seine représente une solution à une situation présentée comme dramatique⁵. Doté d'une personnalité énergique, s'appuyant sur un régime autoritaire, il perce des voies nouvelles et étend par l'annexion de la *petite banlieue* le territoire de la ville. Détruisant les « noyaux opaques », il rend le centre à la circulation et à la bour-

geoisie, et ce faisant, il relègue dans les arrondissements périphériques les indésirables et les activités polluantes. Ainsi s'opèrent des déplacements forcés de la population du fait des démolitions, du renchérissement du prix des loyers ou de la disparition des activités qui s'y déployaient.

Ce propos de l'exclusion des Parisiens a beaucoup compté dans l'intérêt porté par les historiens à l'haussmannisation. Cette assertion couramment rapportée par la littérature contemporaine des guides et des récits, mais aussi, on va le voir, des écrits d'expertise, a été revisitée par une histoire sociale de la ville qui a donné de très belles thèses d'histoire urbaine comme celles de Jeanne Gaillard⁶ ou de Gérard Jacquemet⁷. Par la suite, cette thématique a été en partie délaissée : à l'heure de la contestation des politiques urbaines du second *xx*^e siècle, la ville haussmannienne a acquis une valeur patrimoniale. Les débats ont porté sur les aspects esthétiques, architecturaux et réglementaires de la rénovation⁸, attirant l'attention d'un public beaucoup plus large pour la ville du Second Empire⁹. L'intérêt pour les populations déplacées a cependant été conservé depuis les périphéries ou les marges urbaines¹⁰. La réflexion s'est alors enrichie de la diversité de la *banlieue*¹¹ et le processus de relégation ou d'exclusion n'a plus été compris de façon univoque¹². Le questionnement sur les *personnes déplacées* a ainsi été renouvelé dans la perspective d'une histoire de la rénovation urbaine comprenant l'ensemble de l'agglomération parisienne¹³.

Nous allons tenter dans un premier temps de reconstituer les différents temps du débat sur le déplacement contraint des Parisiens tels qu'ils ont été formulés par les contemporains puis par les historiens, avant de mener, dans un second, des études de cas dans le Paris du Second Empire.

De l'exclusion dans les textes

La condamnation des contemporains

La démonstration s'appuie d'abord sur ce qu'ont dit les contemporains des effets de la rénovation urbaine. On connaît les pages de Louis

Lazare rapportant les pérégrinations d'un couple d'ouvriers parisiens, obligé de s'éloigner du centre pour éviter le renchérissement des loyers¹⁴. Ou encore le *Paris-Guide* de 1867 qui se présente comme le guide officiel de l'Exposition universelle. La publication qui rassemble les contributions de sommités pour la plupart adversaires du régime – avec une préface de Victor Hugo – comprend un texte d'Edmond About intitulé : *Dans les ruines*. Y est décrit l'exode d'une honorable famille d'artisans et la contemplation qu'ils font du vide laissé par leur maison détruite. Leur tristesse est partagée par toute une génération devant l'ampleur des démolitions :

Cette fange des pauvres quartiers n'était-elle pas autrefois un engrais de civilisation ? Les plus beaux fruits de l'industrie parisienne ne sont-ils pas sortis de ce fumier¹⁵ ?

Pour les contemporains, Paris perd avec sa population industrielle et ses quartiers populaires une partie de son identité. C'est la destruction du vrai Paris, la rupture d'un équilibre ancien qui lui sont reprochées. Jules Ferry déplore dans *Les comptes fantastiques d'Hausmann*,

la disparition d'un Paris historique et penseur [...], artiste et philosophe, où il existait des groupes, des voisinages, des quartiers, des traditions, où l'expropriation ne troublait pas à tout instant les relations anciennes, les chères habitudes, où l'artisan [...] habitait à côté du financier¹⁶.

Ce récit de l'exclusion est confirmé par les présentateurs des recensements. Leur argumentaire a pour leurs contemporains la force de la parole d'expert¹⁷. Les commentaires n'ont pourtant pas toujours été aussi alarmistes. Husson, rapporteur du recensement de 1846, évoque, avant la *transformation de Paris*, une situation assez différente. Dans le *Rapport sur les résultats généraux du dénombrement de la population opéré en 1846*¹⁸, il donne une double version de l'analyse des chiffres : l'appréciation des maires des arrondissements et les siennes propres. La volonté manifeste de l'auteur est de démontrer l'intérêt des aménagements nou-

veaux pour maintenir et conserver la population. Pour cela, il s'appuie sur les commentaires des maires : dans le 1^{er} arrondissement ancien,

l'augmentation de la population est attribuée particulièrement [...] aux avantages qui porteraient les habitants à se fixer dans des quartiers aérés et salubres¹⁹ ;

à l'inverse dans l'ancien 6^e,

des habitations vieilles, mal aérées, d'une distribution incommode, d'un aspect désagréable, sont abandonnées pour les maisons plus modernes, jusqu'à ce que, reconstruites successivement dans de meilleures conditions, elles attirent elles-mêmes les habitants qui recherchent des logements mieux distribués et plus confortables²⁰.

Dans le même sens, Husson appuie les arguments des maires en faveur du développement des activités locales : dans le 8^e ancien,

l'excédent de population provient, à ce qu'il paraît, de l'établissement de nombreuses fabriques qui ont groupé autour d'elles un nombre considérable d'ouvriers. Les mêmes causes sont appelées à accroître encore ces quartiers ; les constructions du boulevard Beaumarchais et l'établissement de la gare de chemin de fer de Lyon sont ainsi l'objet de prévisions de même nature²¹.

La modernisation de la ville est donc nécessaire !

Une vingtaine d'années plus tard, les rapporteurs donnent une version très différente de la progression de la population : ils soulignent d'emblée l'inégalité du développement démographique dans l'ensemble de l'agglomération. Ils constituent ainsi un modèle opératoire de réflexion comparant entre eux les dix premiers et les dix derniers arrondissements, puis à partir des recensements de 1861, la population de Paris à celles des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux. Le commentateur du recensement de 1886 indique ainsi un quintuplement de la population depuis le début du siècle qui revient à un doublement au

cours des quarante premières années, puis de nouveau au cours des trente années suivantes, enfin à une augmentation de 600 000 habitants depuis dix ans. Faisant abstraction du recensement de 1872, compte tenu des conditions très particulières de son déroulement, il remarque l'accroissement faible et régulier du centre de Paris entre 1861 et 1886 (aux environs de 7 %) ; celui plus considérable des dix derniers (+85 %) ; enfin l'explosion de la « banlieue » (+139 %). Il distingue de ces chiffres « un mouvement centrifuge qui domine tous les événements de détails » et indique que « la population tend à s'éloigner du centre qui reste consacré plus exclusivement aux bureaux de commerce, aux dépôts de marchandises et aux affaires » faisant ainsi abstraction de la légère augmentation qu'il avait lui-même relevée plus haut. Les raisons sont à chercher dans « les travaux de voirie, les démolitions [...] et la création des moyens de transport²² ». Ce raisonnement abonde le thème de l'abandon et de la désertification à terme du centre. Le commentaire recycle ainsi les arguments anciens du « déplacement de Paris²³ ». Le conseiller Lanquetin craignait au début des années 1840 l'accroissement de l'inégalité entre les deux rives du fait du développement des quartiers neufs vers le nord-ouest et la Bourse ; l'auteur du commentaire ne dit pas autre chose, à la différence qu'il situe la concurrence à l'échelle de l'agglomération. Il nourrit ainsi la thématique de la rupture d'un équilibre idéalisé entre le centre et la périphérie et celui de l'éclatement de l'agglomération. En fait, en contrepoint du raisonnement de Husson, il révèle les craintes que suscite le développement de la grande ville.

Croissance et exclusions revues dans les années 1970

La réactualisation de ce propos correspond à une opération de transfert, tel qu'on la connaît bien en histoire. L'identification tient à la reconstitution d'un raisonnement en trois temps : une croissance démographique plus ou moins « contrôlée », des dysfonctionnements urbains qu'une opinion publique unanime définit en termes de « crise » et des solutions – ou des tentatives de solutions ! – qui se font aux dépens d'une partie des

habitants. Ainsi de la « crise de la ville » à la « ville en crise » ou la « crise des quartiers », pour prendre une tonalité plus actuelle, les expressions qualifient les difficultés de la ville issue de la Reconstruction ou des grands ensembles²⁴. S'y ajoute pour la période du milieu du XIX^e siècle, la démonstration d'un essoufflement des modèles de la Monarchie de Juillet²⁵ : Jeanne Gaillard évoque ainsi « l'orléanisme des propriétaires » contre lequel les autorités publiques ne peuvent pas grand chose, se limitant à frapper les rues d'alignement.

La familiarité de ce modèle suscite sa transposition mais sa signification en est modifiée. De façon différente, les avis ont été nuancés. Pour Leonardo Benevolo les événements de 1848 sanctionnent l'incapacité des régimes libéraux à résoudre les dysfonctionnements urbains et dans toute l'Europe, une droite autoritaire prend les choses en main d'autant plus facilement que les gauches ont abandonné le terrain²⁶. Jeanne Gaillard insiste sur le *suivisme* des autorités, déplaçant ainsi l'intérêt, des décideurs vers les habitants : les Parisiens de la rive gauche qui détruisent les péages sur les ponts en février 1848 ou les bataillons de Charonne venus soutenir les insurgés de juin 1848 réclament une citoyenneté à l'échelle du *grand Paris*. La « banlieue fait irruption » dans la pensée des aménageurs de même que la réflexion sur l'ensemble urbain²⁷. Marcel Roncayolo dans *L'histoire de la France urbaine* préfère évoquer la lente maturation des « idéologies de la ville » dans les milieux d'architectes, d'ingénieurs, de hauts fonctionnaires au cours des années 1840²⁸. Pour ces auteurs, les dysfonctionnements urbains sont une sorte de maladie de jeunesse de la croissance urbaine, et la « crise » génère ses propres solutions.

Pour d'autres la situation est beaucoup plus périlleuse et la croissance porte en elle la négation de la ville. La définition de la centralité, opposée aux périphéries, relève d'une lecture dite « historique » où le centre est seul porteur du « vrai ». Ce discours est réanimé par le postmodernisme qui manie avec verve une vision nostalgique de la ville ancienne²⁹. Que l'on songe aux plaquettes de présentation de la SEMAPA, évoquant « Paris Rive Gauche » comme une « ville nouvelle »... au cen-

tre³⁰ ! À l'inverse, le même propos décline en « ghetto » ou en « zones », les banlieues, les périphéries et autres et en nécessité de « désenclavement » les aménagements à faire³¹. Ainsi, même au xx^e siècle, l'exclusion des populations – que l'on ne cesse de mener – constitue bien le pendant du *changement urbain*.

Il faut ajouter que l'argumentation a profité de la force de la démonstration politique. Dans son ouvrage de 1971, Jacques Rougerie présente la Commune comme « la reprise du Paris central, du Paris véritable, avec son Hôtel de Ville, par les exilés des quartiers extérieurs, de Paris par ses vrais Parisiens, *la reconquête de la Ville par la Ville*³² ». L'image, héritière elle-même de l'analyse marxiste de la centralité³³, a été largement reprise tant elle paraît suggestive : les habitants des marges à la reconquête d'un centre dont ils ont été dépossédés par les aménagements du Second Empire³⁴ ! La descente de Belleville ou de Montmartre, le passage des barrières, la traversée des « fortifs » renouent avec un imaginaire parisien que le cinéma et la littérature ont largement diffusé³⁵. Jacques Rougerie dans un article publié quelques années plus tard dans le *Bulletin de l'Institut d'histoire économique et sociale de l'Université de Paris-I* y associe le thème de la ségrégation et de la dispersion des populations ouvrières. Il remarque qu'en 1848, les barricades qui partagent Paris en deux sont installées dans le quartier Saint-Martin des Champs, en arrière de la rue Saint-Martin, au cœur d'un quartier populaire et ouvrier et qu'en 1849, dans ce même quartier, Ledru-Rollin se réfugie au Conservatoire des Arts et Métiers, après avoir vainement tenté de soulever les boulevards. En revanche, les Versaillais investissent rapidement le 3^e arrondissement nouveau pendant la semaine sanglante et se heurtent à une résistance plus forte, à l'est, près de la Bastille et du canal Saint-Martin. Cette nouvelle géographie de la résistance confirme selon lui le déplacement vers l'est de la limite entre le Paris bourgeois et le Paris populaire dont les travaux haussmanniens portent la responsabilité³⁶.

Des personnes déplacées

Les bouleversements de la ville

Il convient donc de mener une observation différente de la situation et pour éviter les pièges d'une lecture univoque, replacer l'exclusion ou les déplacements de population dans le contexte de transformation de l'agglomération parisienne. Outre les épisodes bien connus de la *transformation de Paris* qui change les formes de la ville³⁷, l'on assiste au cours de la seconde moitié du siècle à des mouvements importants de population. La comparaison des recensements rend compte d'un véritable délestage du centre³⁸. Entre 1841 et 1846, période de forte immigration, comme cela a déjà été noté, tous les arrondissements gagnent une population nouvelle avec une croissance seulement plus limitée des 3^e (Louvre) et 6^e anciens (Temple). Entre 1851 et 1856, des mouvements plus divers sont visibles : le 4^e perd 23 % de sa population, le 7^e, 6 % seulement alors que d'autres arrondissements centraux continuent à progresser. En revanche, au cours des quatre recensements suivants³⁹, la diminution de la population dans les arrondissements centraux devient évidente : les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e arrondissements sur la rive droite et 5^e sur la rive gauche connaissent une diminution de leur population qui reste cependant toujours inférieure à 10 %. Ajoutons qu'entre 1881 et 1886, la baisse concerne également les 10^e et 11^e arrondissements contribuant ainsi à élargir le « centre ». Ces déplacements tout comme les épisodes de la rénovation urbaine imposent des périodisations diverses et révèlent des comportements différents. Des critères aussi variés que l'état du bâti, l'offre de logement, la proximité ou l'éloignement du lieu de travail, etc., interviennent dans les stratégies de mobilité et en ce sens, rester, venir ou quitter un quartier révèlent bien des modes d'appropriation de l'urbain⁴⁰.

On observe donc bien un desserrement de « l'agglomération des hommes » mais en aucun cas des déplacements massifs de population vers les arrondissements périphériques. Deux mouvements complémentaires et quelquefois contradictoires sont repérables : des déplacements

en onde de choc provoqués par les travaux d'aménagement de la croisée de Paris, et des mobilités privilégiées de la population le long d'axes de développement urbain.

Les expulsions des quartiers détruits...

Les travaux de la Cité comme les aménagements du boulevard de Sébastopol et de la rue de Rivoli provoquent des baisses souvent considérables d'effectifs. L'observation au niveau des quartiers⁴¹, et non plus des arrondissements, montre bien les traumatismes subis : le quartier des Marchés perd ainsi près de 50 % de sa population ; celui du Palais de Justice, 41,6 % ; celui des Arcis situé derrière l'Hôtel de Ville près de 70 %... Ramené à l'ensemble de la population de ces quartiers, cela revient à 43,3 % soit près de 24 899 habitants ! Cette situation s'accompagne d'un entassement dans les quartiers épargnés les plus proches. La commission d'hygiène du 12^e arrondissement indique dans le rapport du 13 avril 1853 :

On s'aperçoit ici des améliorations récentes et des embellissements dont la ville se glorifie par un surcroît d'encombrement dans des demeures qui dès longtemps regorgeaient de malheureux⁴².

La pression exercée explique l'accroissement de population dans les quartiers de la Cité et de l'Île-Saint-Louis, sur la rive droite dans ceux de l'Hôtel de Ville, de Sainte-Avoie, de Saint-Martin des Champs, de la Porte-Saint-Denis et sur la rive gauche du Jardin du Roi et de Saint-Jacques. Un vaste espace de récupération se dessine à l'est d'une ligne qui irait du quartier du Luxembourg à la Porte-Saint-Martin. Cette observation illustre les difficultés à dévoiler des constantes dans l'ensemble parisien puisque pendant la même période, la progression démographique de l'ensemble se poursuit, particulièrement visible dans les arrondissements où les offres de logements neufs existent, en même temps qu'une stagnation du centre-ouest liée aux réaménagements locaux et à l'installation du haut commerce.

... vont de pair avec l'entassement des hommes en périphérie du centre-ville

On passe ainsi, pour reprendre une expression de Jeanne Gaillard, de « la surcharge des quartiers à la surcharge des immeubles ». Entre 1851 et 1856, le quartier du Jardin du Roi gagne plus de 9 000 habitants. Il ne s'agit pas seulement de la récupération de la population perdue en 1846 ; une population nouvelle venue du centre s'installe. La densité linéaire a ainsi augmenté et selon une progression d'autant plus forte que le niveau d'occupation était déjà élevé en 1851⁴³ : les habitants s'entassent dans les rues les moins chères (rue du Mûrier, rue du Paon ou rue du Maître Albert) et à l'inverse la pression est moins forte rue des Boulangers ou rue Neuve-Saint-Étienne. Autre signe, les vacances de logements restent très basses et d'autant plus que la rue est dégradée. Le même phénomène est observable dans le quartier Saint-Martin-des-Champs situé au nord de la zone des travaux. Épargné encore dans les années 1850, le quartier gagne 3 000 habitants entre les recensements de 1851 et 1856 et sert de refuge : les vacances qui représentaient 5 % des logements en 1851 tombent à 0,5 % en 1856.

Pendant la même période, la population en garnis augmente. Dans le quartier du Jardin du Roi (ou Saint-Victor) elle se concentre dans des rues dites « à garnis » par la commission d'hygiène. Rue de Bièvre, rue du Bon Puits, rue du Maître Albert, cette population représente plus d'un tiers des habitants⁴⁴. Dans le quartier Saint-Martin-des-Champs (Arts et Métiers), elle augmente de 47 % avec une part importante du nombre de femmes, ce qui montre la présence de couples et dans un certain sens, une relative stabilité de la population.

L'afflux de population provoque, également, une hausse considérable des loyers⁴⁵, et en particulier des loyers les plus bas. Rue Aumaire, rue des Fontaines ou rue Beaubourg l'augmentation dépasse les 50 %. Ajoutée à la reprise des affaires, la hausse est significative de la pression exercée sur l'immobilier. De la même manière, la suroccupation des espaces entraîne une modification de l'aspect du bâti. Les seuls témoigna-

ges sur le quartier Saint-Victor sont ceux de la commission d'hygiène scandalisée de ce qu'elle découvre. Dans le quartier des Arts et Métiers, les calepins de révision du cadastre donnent plus de détails : on coupe les allées à l'arrière des boutiques pour faire des pièces en second jour ; on couvre des cours ; on loue des pièces qualifiées de « cabinet à lit sans feu » sous les escaliers ou dans les soupentes. Rue du Vertbois, est décrite une construction en plâtre, faite de cellules ouvrant seulement sur la cour et dans lesquelles il est impossible de se tenir debout. Ces véritables cages à poules se louent à la nuit.

Les déplacements depuis les quartiers haussmannisés mais non détruits

À l'inverse des situations décrites plus haut, les habitants de ces quartiers n'ont pas à faire face à un bouleversement radical. Les aménagements concernent des percements de voies nouvelles qui viennent en surimposition au réseau ancien et correspondent aux deuxième et troisième réseaux pour reprendre la présentation qu'Haussmann lui-même en fait dans ses *Mémoires*⁴⁶. Les voies nouvelles isolent des pans de la ville ancienne, qui deviennent des pièces essentielles du fonctionnement urbain issu de la rénovation. Ces séries d'opération concernent la ville à des degrés divers et chaque opération correspond à des enjeux particuliers sur lesquels il n'y a pas lieu ici de revenir. Contentons-nous de reprendre les exemples déjà évoqués, le quartier des Arts et Métiers sur la rive droite et celui de Saint-Victor sur la rive gauche⁴⁷ : le premier est éventré par les aménagements du boulevard de Sébastopol et de ses abords (1858-1861), puis par ceux de la rue de Turbigo (1864-1865) ; le second par ceux de la rue des Écoles arrêtés pendant plusieurs années par le percement du boulevard Saint-Germain (1861) puis repris, et par ceux des rues Monge et Linné (1867-1868).

Les deux quartiers perdent une partie de leur population entre les recensements de 1861 et 1866 : Saint-Victor près de 5 000 habitants soit 17,6 %, les Arts et Métiers, plus de 6 000 soit 20 %⁴⁸. Des proportions

assez proches l'une de l'autre qui révèlent cependant des mouvements de population très différents.

Les déplacements dans le quartier des Arts et Métiers s'opèrent en effet dans un périmètre relativement réduit. Ils sont connus par les mentions de déménagement indiquées en marge des listes électorales. Celles-ci ont été conservées en 1861, donc au moment des travaux concernant les abords du boulevard de Sébastopol, et en 1865, lors du percement de la rue de Turbigo. Il n'est pas obligatoire sous l'Empire de s'inscrire sur les listes électorales et les commissions d'inscription sont particulièrement sévères. Une comparaison avec le recensement de 1866, lui aussi heureusement conservé dans les fonds de mairie, montre que 60,7 % de la population en âge d'être inscrite l'est en 1865. La répartition socioprofessionnelle est également très similaire dans les deux séries. La limite réelle concerne donc le report des indications portées en marge. En 1861, l'indication de retrait sur la liste correspond à près de 10 % de la population inscrite⁴⁹, en 1865, 32,7 % ; la différence correspond bien entendu à l'ampleur des opérations urbaines. Là dessus, la nouvelle adresse est donnée dans 43 % des cas de déménagement en 1861 et 20 % seulement en 1865.

Les résultats sont d'autant plus intéressants qu'ils indiquent à peu près la même chose⁵⁰. En 1861, sur les 589 inscrits barrés sur la liste, 256 ont indiqué leur nouvelle adresse : près de 60 % se sont installés dans le reste de l'arrondissement ou du quartier, quelquefois dans les rues voisines comme Jean Béna, employé, né en 1813 dans la Meurthe, domicilié au 6 de la rue du Grand-Hurleur qui déménage au 50 de la rue Volta. Viennent ensuite les déménagements dans les arrondissements proches, les 10^e, 11^e et 4^e. Les déplacements s'opèrent dans un environnement similaire du quart nord-est de Paris ; pratiquement aucune adresse nouvelle dans l'ouest ou sur la rive gauche. En 1865, 1826 inscrits sur la liste déménagent : 38 % d'entre eux restent dans l'arrondissement même ; les autres s'installent au delà du boulevard Saint-Martin dans le 10^e et à un moindre titre dans les arrondissements limitrophes du 11^e et du 4^e ; quelques-uns seulement s'installent dans le nord et le nord-ouest, ce qui montre une évolution par rapport à 1861.

Une autre source permet de compléter ce tableau : les indications reportées sur les calepins de révision du cadastre et les sommiers fonciers⁵¹ comportant les adresses des propriétaires des maisons. Vers le milieu du siècle, la part de ceux qui habitent leurs maisons est importante. Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre⁵², ce sont dans les rues élégantes du quartier comme la rue Meslay ou la rue Notre-Dame de Nazareth que la proportion est la plus forte (57 %), et bien moindre dans les rues commerçantes comme les rues Saint-Martin et du Temple (27 %) ou dans les autres voies (15 %). Plus tard dans le siècle (1876 et 1895), le nombre de propriétaires qui résident dans leurs maisons a considérablement diminué, et en les quittant, ils ont abandonné le quartier pour les arrondissements de l'ouest parisien⁵³. Le même comportement est partagé par les propriétaires des maisons anciennes et ceux des immeubles neufs du boulevard de Sébastopol ou de la rue de Turbigo. Aussi peut-on conclure à la volonté des habitants du quartier des Arts et Métiers de rester sur place, à l'exception des plus riches qui trouvent dans l'ouest parisien des immeubles neufs et des logements plus confortables.

Il en est tout autrement pour le quartier Saint-Victor. S'y combinent des mouvements décalés de population : arrivées, départs et substitution de population qui font du quartier Saint-Victor à la fois un lieu de passage, un finistère pour une population devenue captive, et une zone d'accueil pour des habitants plus nantis.

On se souvient de la remarque de la commission d'hygiène sur l'effet des travaux d'embellissement de Paris. Elle suggère de plus qu'il

faut retenir en la transformant la partie la plus pauvre de la population de peur que se retirant dans un quartier plus reculé, elle ne s'isole de plus en plus du reste de la population parisienne et ne devienne à la fin une race à part complètement étrangère à la civilisation⁵⁴

et propose un programme d'aide au travail des femmes, d'ouvertures des crèches, de fermeture de débits de boissons, etc. Dans les années qui suivent, la pression sur les garnis augmente, et de façon significative

dans les rues sous le coup d'expropriations. En attendant l'expulsion, le logement précaire se maintient. Faute de sources, il n'y a pas beaucoup d'autres précisions sur cette période, si ce n'est la succession déjà évoquée de l'augmentation et de la décade de la population visible à la fin des années 1860, lors des travaux qui affectent la pente nord-est de la montagne Sainte-Geneviève.

Le quartier Saint-Victor apparaît également comme un lieu d'échouage de la population. Cette affirmation repose sur la comparaison des résultats des recensements déjà évoqués – auxquels est ajouté celui de 1881. Pour tenter d'évaluer les trajectoires, on peut commencer par s'intéresser à la provenance des habitants. Au recensement de 1861, la part des Parisiens de souche (c'est à dire nés dans le département de la Seine) est, comme dans l'ensemble de la ville, comprise entre 1/4 et 1/3 de la population totale. En 1866, les Parisiens d'origine sont moins nombreux alors que la décade démographique a déjà commencé. Doit-on en conclure que ce sont les Parisiens qui sont les plus mobiles ? La réponse est plus complexe lorsque l'on observe la situation par rue : les Parisiens sont plus nombreux dans les voies plus bourgeoises et lorsque les étrangers, au demeurant très présents dans les garnis des rues dégradées, partent, ce sont les Parisiens qui apparaissent en nombre. Face aux expulsions, la différence ne tient donc pas à l'origine provinciale ou parisienne des populations mais bien à leur capacité à bouger.

L'apport des déclarations des conscrits est à ce propos instructif⁶⁵. En 1860, le recrutement des conscrits, nés 20 ans plus tôt, est plus provincial que dans le reste de Paris. Par la suite, la proportion des Parisiens reste toujours inférieure à celle de l'ensemble de la population parisienne dont la croissance a tendance maintenant à fonctionner de façon plus autonome. Cependant, un changement important est à noter dans la provenance des conscrits : la part de ceux qui sont issus du même arrondissement ne cesse de croître, ce qui signifie qu'à l'inverse de ce qui a pu être observé ailleurs, le localisme se renforce. Cet argument est confirmé par l'origine géographique des autres conscrits dans Paris : beaucoup viennent du 9^e ancien et des arrondissements centraux, très peu des

autres arrondissements de la rive droite qui, pour une part (3^e, 5^e et 6^e), servent aussi de lieu de refuge, et aucun des autres arrondissements de la rive gauche. Les déplacements s'exercent donc dans le même ensemble urbain des quartiers pauvres et dégradés de l'est parisien. La même géographie se dessine dans les déclarations suivantes, légèrement dilatée à un espace parisien plus large. Il s'agit donc bien d'une population plus « locale » dont les mouvements sont limités au centre-est de Paris.

Enfin, à partir de 1872, la population cesse de diminuer. Ce dernier recensement se fait encore par rue et permet d'évaluer l'installation des habitants dans les immeubles des voies nouvelles. En 1872, 33 maisons sont construites, boulevard Saint-Germain, 15 terrains seulement restent à bâtir. Les aménagements semblent encore plus rapides rue Monge et rue des Écoles (en 1872, 47 maisons recensées et huit terrains à bâtir). Tous les appartements ne sont pas encore occupés : en 1872, les taux de vacance sont de 7 % boulevard Saint-Germain, 22,2 % rue des Écoles et 27 % rue Monge. La mise en valeur est donc plutôt rapide et entraîne une partie des rues les plus bourgeoises du quartier. Entre 1872 et 1876, la récupération de population commence et l'arrivée de nouveaux habitants compense largement le départ d'autres. Au cours des années 1870, la substitution de population n'empêche pas la coexistence de deux populations différentes dans le même quartier et à côté des immeubles cossus du boulevard Saint-Germain, le maintien de rues aux maisons dégradées⁵⁶.

Bilans et hypothèses

Ces deux exemples réfutent le modèle des personnes déplacées par l'haussmannisation. Mais la différence des situations conduit à en rechercher les causes et à émettre quelques hypothèses.

Les déplacements limités des habitants du quartier des Arts et Métiers tiennent à leur volonté de rester à proximité de leur lieu de travail. S'y trouvent les fournisseurs, les bailleurs de fonds, les commanditaires, les commerçants en gros d'un secteur économique porteur : la fabrique d'ar-

ticles de Paris et en particulier, la bijouterie en faux qui devient une véritable spécialité dans certaines rues⁵⁷.

Le dynamisme de la Fabrique a ainsi permis le maintien d'un milieu populaire et ouvrier actif dans un quartier compris à l'intérieur des boulevards et devenu de fait, central. Les archives de la conscription permettent en 1860 et 1870 de comparer les professions des pères et des fils⁵⁸. La comparaison des résultats à ces deux dates permet de souligner une homogénéité croissante des professions sur deux générations, en particulier dans les branches des métiers d'art, fabricants de parapluie, de fleurs artificielles et bien sûr de bijouterie en faux. Autre renseignement convergent, les professions des inscrits sur les listes électorales qui se réinstallent très près : 18 % sont des patrons de l'industrie et du commerce, 71 % des ouvriers dont la moitié dans la fabrique d'articles de Paris, le reste dans les métiers des métaux, de la mode et de la confection.

L'haussmannisation a eu pour effet de renforcer l'activité locale. Malgré les travaux puis la Guerre et la Commune, le nombre de cotes de patentes ne cesse d'augmenter, de même que se renforcent les liens entre l'artisanat et une forme industrialisée de la production de l'article de Paris. Le renforcement de l'activité locale va également de pair avec une répartition des fonctions dans l'espace du quartier. Ainsi, les ateliers ou les petites entreprises industrielles se maintiennent ou se développent dans les petites voies du centre ; un propriétaire transforme, rue Aumaire, les logements de son immeuble en locaux professionnels et loue une « force motrice » installée dans la cour⁵⁹. Dans les voies nouvelles s'installent les marchands de gros, les banquiers et commanditaires de la Fabrique ainsi que les boutiques élégantes. Le boulevard de Sébastopol, la rue de Turbigo, la rue Réaumur rénovée polarisent la nouveauté. Le quartier des Arts et Métiers a ainsi profité de la rénovation haussmannienne.

Le cas de Saint-Victor est totalement différent. En 1850, le contrôleur des Contributions directes qui rédige le *Registre statistique et administratif du contrôle* note :

Point de luxe dans ce quartier. Quelques professeurs, quelques rentiers, des commerçants en vin vivant bourgeoisement et en majeure partie des ouvriers de Paris dont les goûts et les habitudes sont si connues.

En 1876, la description est différente et tient compte des changements survenus :

La population se compose surtout de rentiers, de commerçants et d'étudiants. La population ouvrière occupe quelques rues avoisinant les quais et la Montagne Sainte-Genève⁶⁰.

À l'inverse de ce que l'on a pu observer plus haut, la comparaison des professions exercées par les conscrits et par leurs pères et les données du recensement de 1882, démontre une déstructuration de l'activité économique locale qui va dans le sens d'une véritable désindustrialisation, terme un peu fort pour un quartier qui n'est plus depuis longtemps un haut lieu de la fabrique parisienne. On note à l'inverse un glissement vers les activités de service et les employés. Le quartier Saint-Victor est ainsi devenu une réserve foncière à l'échelle de l'agglomération parisienne et reste incapable de résorber les flots de pauvreté qu'il comporte.

L'évolution de ces deux quartiers confirme l'appréciation portée sur la population de Belleville par Gérard Jacquemet. Celui-ci constate que la part des Parisiens à Belleville est considérable : en 1872, 45,8 % des habitants sont nés à Paris, en 1891, 50 % ; ce qui lui permet d'écrire que les Bellevillois sont de « vrais Parisiens⁶¹ ». D'où viennent-ils ? Essentiellement des arrondissements limitrophes des 19^e et 20^e arrondissements drainés le long de l'axe du faubourg du Temple. Aussi souligne-t-il la continuité des arrondissements est-centraux vers l'est et une mobilité relativement restreinte dans un ensemble socio-économique du même ordre. À certains égards, le déplacement des populations bourgeoises vers l'ouest que l'on a constaté dans le quartier des Arts et Métiers relève de la même observation : l'offre abondante de logements neufs et quelquefois inoccupés poursuit la migration entamée vers les quartiers du nord-ouest.

Enfin, les évolutions postérieures confirment ce qui vient d'être évoqué. Alain Faure et Jean-Claude Farcy s'intéressent aux conscrits parisiens dont les déplacements sont connus par les registres matricules du contingent sur une longue période⁶². Ils remarquent entre 1880 et 1906, une mobilité qui est très parisienne :

Paris reste présent neuf fois sur dix : c'est à l'intérieur de ses murs que l'on se déplace pour l'essentiel, et si on le quitte, c'est pour y revenir⁶³.

Ils notent également une multiplicité de nuances dans les déplacements avec semble-t-il une propension plus importante de déménagements de la part des ouvriers dans Paris (76,5 %) que des catégories supérieures (57 %) ; ou encore une moindre capacité des arrondissements du centre à garder leurs originaires que ne savent le faire les arrondissements périphériques⁶⁴. Au total, ils révèlent des modes de migration différents selon les catégories sociales : glissements des catégories populaires avec de ce fait une mobilité « ultraparisienne », déplacements plus éloignés et plus ouverts pour les catégories supérieures.

Le débat sur les déplacements contraints de population ou la relégation dans les marges urbaines est constamment, on l'a vu, d'actualité. Preuve s'il en est de la prégnance des liens entre l'exclusion et la transformation de la ville par les opérations de rénovation urbaine, ou comme on l'a vu plus récemment, de réhabilitation. L'observation de la situation sous le Second Empire nuance fortement le phénomène de l'exclusion. Les mouvements de déplacements de population se font sur le temps long du demi-siècle sans doute, mais aussi bien au-delà et peut-être même en deçà comme le montrent les croissances inégales des arrondissements centraux entre 1841 et 1846. La période du Second Empire voit s'ajouter les effets de l'onde de choc issue des destructions du centre-ville aux lents déplacements le long des couloirs de développement urbain. Les destructions n'auraient que momentanément accéléré le phénomène tant la capacité de résistance des citadins est forte, et l'adaptation de la ville, importante.

Ce sont donc les pesanteurs des pratiques urbaines qui frappent – on souhaite rester là où l'on est ou s'installer le moins loin possible⁶⁵ – et, en ce sens, la mise en échec des stratégies décisionnelles⁶⁶. On cherchait à exclure les pauvres en opérant la régénération de la ville ancienne et en particulier de son centre – il reste des poches de pauvreté, y compris au cœur de la ville rénovée –, à faire partir l'industrie, surtout la grande, et à modifier les fonctionnements urbains liés aux activités industrielles et artisanales. On assiste au contraire à la permanence de véritables pôles d'activités et au maintien d'une population ouvrière à proximité ; on veut donner le centre-ville proche des grands magasins, de la Bourse, des activités de service à la bourgeoisie : celle-ci se déplace vers l'ouest⁶⁷ – même si cet ouest nous paraît aujourd'hui bien central –, etc. Il est vrai qu'en comparaison des politiques urbaines du xx^e siècle, la rénovation haussmannienne globalement, si l'on excepte la destruction de la Cité, apparaît beaucoup plus limitée !

Florence Bourillon

Université de Paris XII Val-de-Marne

Notes

- 1 Cet article fait suite à l'intervention, le 28 avril 2001, « Haussmannisation et déplacements contraints de la population ? », au séminaire de l'École doctorale TCS, EA *Histoire comparée des pouvoirs* de l'Université de Marne-la-Vallée : *Déplacements contraints et déportations de population*.
- 2 *Résultats statistiques du dénombrement de 1886 pour la Ville de Paris et le département de la Seine et renseignements relatifs aux dénombrements antérieurs*, Préfecture de la Seine 1889, p. XVIII ; voir également Philippe Vigier, *Paris sous la Monarchie de Juillet*, Paris Association pour une nouvelle histoire de Paris, PUF, 1991.
- 3 Voir Charles-H. Pouthas, *La population française pendant la première moitié du xx^e siècle*, Paris, PUF, 1955 ; cartes reproduites dans Philippe Vigier, *op. cit.*, p. 240. À titre de comparaison, la densité maximale à Paris aujourd'hui est celle du x^e arrondissement : 40 000 habitants/km².
- 4 Jeanne Gaillard, *Paris, la ville (1852-1870)*, [1977], Paris, L'Harmattan, 1997, p. 13 et suivantes.
- 5 Ce récit tient également beaucoup à ce qu'Haussmann lui-même rapporte de son rôle dans les *Mémoires*, faisant volontiers abstraction des propositions qui ont été faites antérieurement ; voir à propos de la Commission des Embellissements de Paris ou commission Siméon, Pierre Casselle, « Commission des embellissements de Paris, rapport à l'Empereur Napoléon III », *Cahiers de la Rotonde*, n° 23, Paris, Commission du Vieux Paris, 2000.
- 6 Jeanne Gaillard, *op. cit.*
- 7 Gérard Jacquemet, *Belleville au xx^e siècle, du faubourg à la ville*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1984.
- 8 François Loyer, *Paris, l'immeuble et la rue*, Paris, Hazan, 1987 ; Jean des Cars, Pierre Pinon, Paris, Haussmann, *le pari d'Haussmann*, Paris, Picard/Pavillon de l' Arsenal, 1991. Voir également sur les aspects économiques de la rénovation urbaine touchant Paris et plusieurs autres grandes villes, Michel Lescure, *Les banques, l'État et le marché immobilier en France à l'époque contemporaine, 1820-1940*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1982 et du même auteur, *Les sociétés immobilières en France au xx^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980 ; *Immobilier et bâtiment en France*, Paris, Hatier, 1983.
- 9 On en veut pour preuve la série des biographies sur Haussmann parues en 2000 ainsi que la nouvelle publication des *Mémoires* d'Haussmann ; voir Michel Carmona, *Haussmann*, Paris, Fayard, 2000 ; Nicolas Chaudun, *Haussmann au crible*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000 ; Georges Valance, *Haussmann, le grand*, Paris, Flammarion, 2000 ; Georges-Eugène Haussmann, *Mémoires*, présentés par Françoise Choay, Paris, Seuil, 2000. Sur ces différents ouvrages nous nous permettons de renvoyer à Florence Bourillon, « Des relectures d'Haussmann », *Histoire Urbaine*, n° 5, 2002, p. 189-199. Voir également Karen Bowie (dir.), *La modernité avant Haussmann*, Paris, Éditions Recherches, 2001 et plus récemment encore Pierre Pinon, *Atlas du Paris haussmannien, La ville en héritage du Second Empire à nos jours*, Paris, Parigramme, 2002.
- 10 Rappelons les travaux d'Alain Faure et parmi eux, « Une génération de Parisiens à l'épreuve de la ville », *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine*, 7, 1986, p. 157-175 et avec Jean-Claude Farcy, *Une génération de Français à l'épreuve de la mobilité, vers et dans Paris : recherche sur la mobilité à la fin du 19^e siècle*, Nanterre, Centre d'histoire de la France contemporaine, Université de Paris X-Nanterre, 1998, à paraître aux publications de l'INED. Voir également la présentation du numéro spécial des *Annales de démographie historique*, Jean-Luc Pinol, « La mobilité dans la ville, révélateur

- des sociétés urbaines », *Annales de démographie historique*, 1999-1, p. 7-15 et l'article d'Olivier Faron, « Itinéraire(s) urbains(s). les changements de domicile à l'intérieur de Milan au XIX^e siècle », *ibid.*, p. 63-80.
- 11 Sur ce sujet nous renvoyons au colloque déjà ancien de Paris-X-Nanterre, organisé par la société Michelet, en 1978 ; voir Philippe Vigier, « Pour une histoire de la banlieue : quelques jalons et suggestions concernant l'Ouest parisien au siècle dernier », *Histoire sociale, sensibilités collectives et mentalités, Mélanges offerts en hommage à Robert Mandrou*, PUF, 1985, p. 385-398. Faisant l'inventaire des pistes de recherche sur la banlieue, Annie Fourcaut (dir.), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1988. Voir également Alain Faure, *Les premiers banlieusards*, Paris, Créaphis, 1991.
 - 12 Alain Faure, « Urbanisation et exclusions dans le passé parisien (1850-1950) », *XX^e siècle, Revue d'histoire*, 1995, p. 58-69 et plus récemment Annie Fourcaut, « Pour en finir avec la banlieue », *Géo-carrefour*, vol 75.2, 2000, p. 101-105.
 - 13 Rappelons les travaux de Jean-Luc Pinol sur les mobilités dans la ville et parmi eux : Jean-Luc Pinol, « Lectures transversales et longitudinales d'une société urbaine : Lyon aux XIX^e et XX^e siècles », *Histoire, Économie et Société*, « Lectures de ville », 1994, p. 543-550 ; « Mesurer les mobilités urbaines. Strasbourg 1870-1940 : trajectoires individuelles et espace urbain », *Enquête*, n° 4, 1996, p. 93-106 ; et *Les mobilités de la grande ville, Lyon (fin XIX^e -début XX^e)*, Presses de la FNSP, 1991. Sur l'évolution de l'historiographie urbaine des XIX^e et XX^e siècles, voir Florence Bourillon, Annie Fourcaut, Jean-Luc Pinol, Danièle Voldman, « L'histoire urbaine contemporaine », *Bulletin d'information de l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche*, 2000, p. 11-35.
 - 14 Argument repris dans Louis Lazare, *Les quartiers pauvres de Paris*, Paris, 1870.
 - 15 Edmond About, « Dans les ruines », *Paris-Guide*, 1867.
 - 16 Jules Ferry, *Les comptes fantastiques d'Hausmann*, Paris, 1868.
 - 17 Voir en particulier les recensements de 1881, *Résultats statistiques du dénombrement de 1881 pour la ville de Paris et renseignements relatifs aux recensements antérieurs*, Imprimerie municipale, 1884 ; de 1886, *Résultats statistiques du dénombrement de 1886 pour la Ville de Paris et le département de la Seine et renseignements relatifs aux dénombrements antérieurs*, Paris, Préfecture de la Seine, 1889. Sur l'importance donnée aux analyses statistiques pour la connaissance de Paris au XIX^e siècle par les contemporains, voir Maire-Vic Ozouf-Marignier, « Entre tradition et modernité. Les Recherches statistiques sur la ville de Paris (1821) », *Mélanges de l'École française de Rome*, tome 111, 1999, p. 747-762.
 - 18 A. Husson, *Rapport sur les résultats généraux du dénombrement de la population opéré en 1846 dans la ville de Paris et les autres communes*, Paris, Vinchon, 1847, 32 p.
 - 19 *Ibid.*, p. 12.
 - 20 *Ibid.*, p. 15.
 - 21 *Ibid.*, p. 16.
 - 22 *Résultats statistiques du dénombrement de 1886 ...*, p. XVI et suivantes.

Les chiffres indiqués sont les suivants :

	Arrondissements du « centre de Paris » (dix premiers)	Arrondissements des « faubourgs » (dix derniers)
1861	946 125	721 716
1866	924 456	875 524
1872	913 039	938 753
1876	967 078	1 021 728
1881	1 020 286	1 239 787
1886	1 010 370	1 339 580

- 23 Pierre Lavedan, *La question du déplacement de Paris et du transfert des Halles au Conseil municipal sous la Monarchie de Juillet*, Paris, Commission des travaux historiques de la Ville de Paris, 1969 ; Comte de Chabrol-Chaméane, *Mémoire sur le déplacement de la population de Paris et sur les moyens d'y remédier, présenté par les trois arrondissements de la rive gauche de la Seine à la Commission établie par le ministre de l'Intérieur*, Paris, Bouchard-Hazard, 1840. Sous la seconde République, la question est reprise par une commission réunie « pour les intérêts du 12^e arrondissement » dont les travaux sont publiés dans la *Revue municipale* de Louis Lazare entre 1849 et 1852 ; voir également Florence Bourillon, « Résoudre les dysfonctionnements urbains à Paris avant Haussmann, expertises et projets », *Actes du colloque, Les politiques municipales face aux pathologies urbaines*, GRHIS-Université de Rouen, 4-5-6-7 décembre 2002, à paraître.
- 24 Rappelons que dans la présentation du numéro spécial de la *xx^e siècle, Revue d'histoire*, Danièle Voldman note « qu'à suivre à la lettre nombre de discours sur les villes françaises depuis le début du siècle, on a l'impression que celles-ci ont été constamment en "crise" ». Danièle Voldman (dir.), « Villes en crise », *xx^e siècle, Revue d'histoire*, n° 64, octobre-décembre 1999.
- 25 L'expression est également marquée par la célèbre analyse d'Ernest Labrousse au congrès du centenaire de la Révolution de 1848, soulignant les aspects multiples que la crise revêt, à la fois économiques, sociaux et politiques, voir « 1848, 1830, 1789. Comment naissent les révolutions », *Actes du Congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848*, PUF, 1949, p. 1-30 ; voir également Francis Démier, « Comment naissent les révolutions... cinquante ans après », *Revue d'histoire du xx^e siècle, Cinquante ans de recherches sur 1848*, n° 14, 1997, p. 31-49.
- 26 Leonardo Benevolo, *Histoire de l'architecture moderne*, Paris, Dunod, 1987, p. 379 et suivantes ; du même auteur, *Aux sources de l'urbanisme moderne*, Paris, Horizons de France, 1972.
- 27 Voir en particulier la conclusion du premier chapitre, Jeanne Gaillard, *op. cit.*, p. 60.
- 28 Marcel Roncayolo, « Logiques urbaines », in Georges Duby (dir.), *Histoire de la France urbaine*, tome IV, Le Seuil, 1981, p. 74-75.
- 29 Voir la citation de Roland Castro par Alain Faure, « Urbanisations et exclusions à Paris », *op. cit.*, p. 63.
- 30 Voir les réflexions de Gilles-Antoine Langlois, « L'historien, "expert" de la ville ? », au cours du colloque sur l'expertise et la ville, à Paris-XII-Val de Marne, 2001 ; voir également du même auteur, *De la Salpêtrière à la Bibliothèque nationale de France, Histoire d'un quartier de Paris*, Paris, Somogy/Éditions d'art, 2000.
- 31 Dans son ouvrage Bernard Marchand fait l'inventaire des projets et mesures destinés à empêcher le développement de Paris dans une démarche qu'il qualifie de « graviériste » ; Bernard Marchand, *Paris, Histoire d'une ville xx^e - xx^e siècle*, Paris, Le Seuil, « Points histoire », 1993.
- 32 Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Le Seuil, 1971, p. 19. Alain Faure note que dans des publications plus tardives, Jacques Rougerie se fait moins affirmatif, voir Alain Faure, « Urbanisations et exclusions à Paris », *op. cit.*, p. 60.
- 33 Henri Lefebvre, *La proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965, ou du même auteur *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.
- 34 Jeanne Gaillard construit en partie la démonstration des volontés impériales et haussmanniennes contre cette affirmation ; voir Jeanne Gaillard, *op. cit.*, p. 31, « Une ville dans la ville ».
- 35 De très nombreux travaux en ont montré les limites. Pour ne rester que dans le domaine de la résistance aux Versaillais, le colloque sur la barricade a bien confirmé l'efficacité de

l'ordre, « chacun dans son quartier » ; Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur, *La barricade, actes du colloque organisé les 17, 18 et 19 mai 1995 par le Centre de recherches en histoire du XIX^e siècle et la Société de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

- 36 Cet article a été très important pour nous puisqu'il a présidé au choix du sujet de notre thèse : dans ce quartier très « haussmannisé » (boulevard de Sébastopol et rue de Turbigo) une substitution de population a-t-elle - ou non - correspondu au déplacement de la « frontière » ? Voir Florence Bourillon, *La sociabilité dans un milieu pré et post-haussmannien, le quartier des Arts et Métiers de 1850 à 1880*, Paris-X-Nanterre, Philippe Vigier (dir.), 1986, 699p., annexe 40p.
- 37 Voir la bibliographie évoquée plus haut.
- 38 Voir en annexe les quatre cartes de Variation de la population par arrondissement entre 1841 et 1846, 1851 et 1856, 1861 et 1866 et 1881 et 1886.
- 39 Les circonscriptions administratives changent en 1860.
- 40 Une dernière remarque avant d'en venir aux études de cas : la très grande inégalité des sources concernant la population parisienne. Des fonds qui paraissent évidents pour la connaissance des mobilités dans les régions ont disparu à Paris ou ne sont pas disponibles. Il faut donc au chercheur parisien se contenter de ce qu'il a, et faire le deuil de constitution de séries générales ou de procédures d'échantillonnage !
- 41 Voir en annexe : « La variation de la population par quartier entre 1851 et 1856 ».
- 42 AD75, Vbis 5.I.5, commission d'hygiène du 12^e arrondissement, 13 avril 1853.
- 43 À noter qu'existent pour l'ancien 12^e arrondissement (et nouveau 5^e) des recensements quinquennaux qui contiennent des récapitulatifs par rue ; AD75, Vbis 5F1.2, Vbis 5F1.4, Vbis 5F6 et Vbis 5F1.8. Recensements pour 1856, 1861, 1866 et 1872 par rue.
- 44 Sur les garnis, voir Claire Lévy-Vroelant, *Logements de passage, formes, normes, expériences*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- 45 Les loyers sont connus par les calepins de révision du cadastre rédigés à plusieurs reprises au cours de la seconde moitié du siècle. Disponibles pour le quartier des Arts et Métiers, ils ont disparu pour celui de Saint-Victor ; voir AD75 série D1P4, par rue, 1850, 1861, 1876, 1891, 1900.
- 46 L'expression est couramment utilisée, faute de mieux, chaque réseau correspondant à une certaine autonomie de projets et de financements. En revanche, la découverte de documents plus anciens et la relecture de documents existants conduisent à insister sur le pragmatisme de l'administration haussmannienne et donc à relativiser la présentation globale qu'en fait Haussmann ; voir Marcel Roncayolo, « La croissance de la ville, les schémas, les étapes », in Louis Bergeron (dir.), *Paris, genèse d'un paysage*, Paris, Picard, 1989, p. 217-261 ; voir également Florence Bourillon, « Les relectures d'Haussmann », *op. cit.*
- 47 Le quartier des Arts et Métiers fait l'objet de notre thèse (voir plus haut) ; Saint-Victor, d'un article ; Florence Bourillon, « La rénovation du quartier Saint-Victor sous le Second Empire », *Recherches contemporaines*, n° 2, 1994, p. 79-112.
- 48 Population des deux quartiers aux recensements de 1861 et 1866.

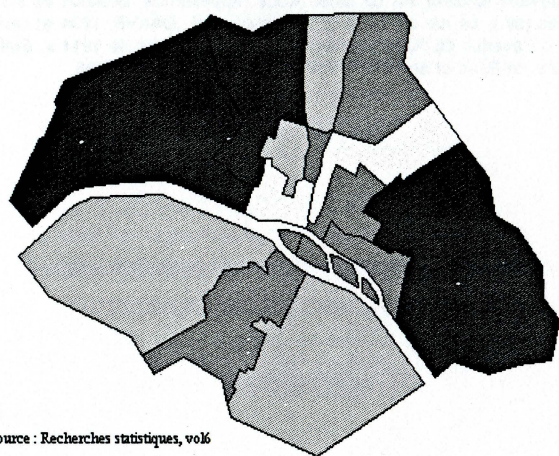
	1861	1866
Saint-Victor	27 837	22 925
Arts et Métiers	31 850	25 474

- AD75, série des Fonds de mairie, Vbis pour le quartier Saint-Victor, VD6 pour les Arts et Métiers.
- 49 Hors incapacités et décès.
- 50 Voir en annexe : Les déménagements des inscrits sur les listes électorales en 1861-1866.
- 51 Les calepins de révision du cadastre sont tenus par les employés de la Régie des contributions directes ; les sommiers fonciers par les services de l'Enregistrement. Les uns et les autres donnent des renseignements par « maison », synonymes d'unité cadastrale à Paris ; voir Adeline Daumard, *Maisons de Paris et propriétaires parisiens au XIX^e siècle*, Paris, Cujas, 1965 ; voir également Florence Bourillon, *Le cadastre de Paris*, Mémoire d'HDR, Paris XII-Val de Marne, 2000, à paraître.
- 52 Voir Adeline Daumard, *op. cit.* ; voir également Geoffrey Crossick, *The Artisan and the European Town, 1500-1900*, Aldershot, Scholar Press, « Historical Urban Studies », 1997 et pour une période plus ancienne, les travaux issus de la conférence complémentaire de l'EHESS animée par Natacha Coquery et Caroline Varlet, « Urbanité, rationalité, fonctionnalité : la ville des Lumières et ses boutiques ».
- 53 Voir en annexe : « Propriétaires ne demeurant pas dans leurs maisons en 1876 ».
- 54 AD75, Vbis 5.1.5, commission d'hygiène...
- 55 AD75, DR1 130, 378, 423, 506, Tables de recensement des conscrits du quartier Saint-Victor pour les années 1860, 1872, 1880 et 1890. Les déclarations des conscrits précisent, pour ce qui nous intéresse, leur date de naissance, leur profession, leur lieu de résidence et pour celui de 1860, la profession des pères.
- 56 Propos confirmé pour les années 1960 par les auditeurs à une conférence faite à la Montagne Sainte Geneviève, société d'histoire du 5^e arrondissement, « La rénovation du quartier Saint-Victor », le 18 mars 1999. Rappelons qu'aujourd'hui le 5^e arrondissement est l'un des plus chers de Paris !
- 57 Voir également, tout récemment, Jacqueline Viruega, *La bijouterie parisienne, 1860-1914*, thèse menée sous la direction de François Caron, Paris IV, 2002, à paraître.
- 58 AD75, DR1 128, 243, 326, 393, 422, Tables de recensements des conscrits dans le quartier des Arts et Métiers, pour les années 1860, 1865, 1870, 1875, 1880.
- 59 Voir également sur l'adaptation des locaux aux nouvelles exigences économiques et résidentielles du quartier, Florence Bourillon, « Un immeuble dans Paris », *Cahiers d'histoire*, tome 44, 1999, p. 591-613.
- 60 AD75, D3P4 2, Registre statistique et administratif du quartier Saint-Victor. Voir également Florence Bourillon, « De la statistique fiscale : les Registres statistiques et administratifs des contrôles ou comment connaître l'état du territoire national », *Études et Documents*, printemps 2003.
- 61 Gérard Jacquemet, *op. cit.*, p. 222 et suivantes.
- 62 La classe 1880 qui fait l'objet de la recherche est libérée en 1906. Jusqu'à cette date, tous les changements de résidence sont précisés à l'armée ; voir Alain Faure et Jean-Claude Farcy, *op. cit.* Cette source distincte des Tables de recensement n'est malheureusement pas disponible pour les quartiers qui nous intéressent.
- 63 Alain Faure et Jean-Claude Farcy, *op. cit.*, p. 253.
- 64 *Ibid.*, p. 259.
- 65 Rappelons l'insuffisance et la cherté des moyens de transport en commun. Jean-Luc Pinol décrit la ville du XIX^e siècle comme « la ville où l'on se déplace à pied » ; Jean-Luc Pinol, *Le monde des villes au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, « Carré », p. 73.
- 66 Nous renvoyons aux comparaisons faites de différents quartiers parisiens à Florence Bourillon, « Grands travaux et dynamisme urbain, Paris sous le Second Empire », in Alain

Faure, Alain Plessis et Jean-Claude Farcy (dir.), *La Terre et la Cité, mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Créaphis, 1994, p. 139-166.

67 De très nombreux travaux existent sur ce sujet. Nous rappellerons, Béatrice de Andia, Dominique Fernandés (dir.), *La rue du Faubourg Saint-Honoré*, DAAVP, 1994 et l'article d'Adeline Daumard, « L'avenue de l'Opéra de ses origines à la guerre de 1914 », *Bulletin de la société d'histoire de Paris et de l'Île de France*, 1965-1969, p. 157-195.

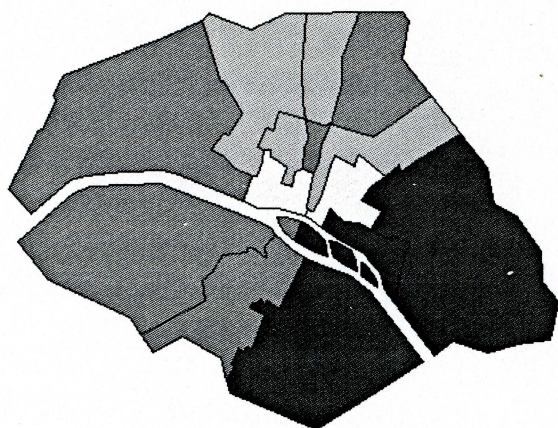
Variation de la population par arrondissement entre 1841 et 1846



Indice 100 : stabilité
1841-1846

- 118 - 126
- 110 - 112
- 108 - 109
- 104 - 106

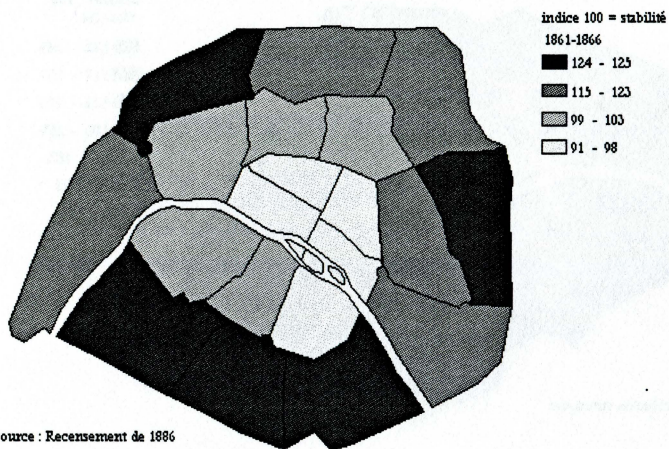
Variation de la population par arrondissement entre 1851 et 1856



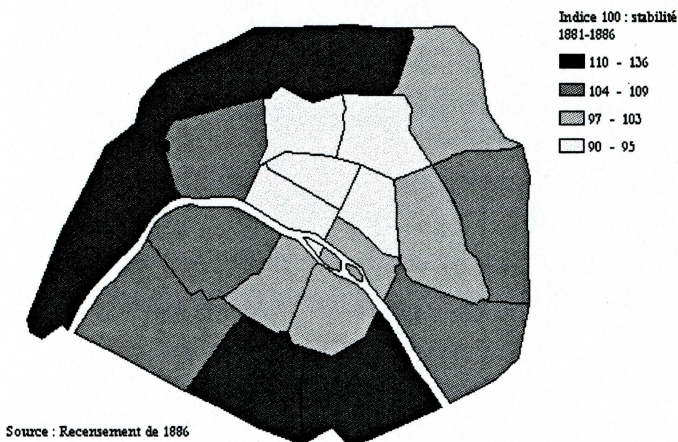
Indice 100 : stabilité
1851-1856

- 120 - 128
- 112 - 115
- 110 - 111
- 77 - 94

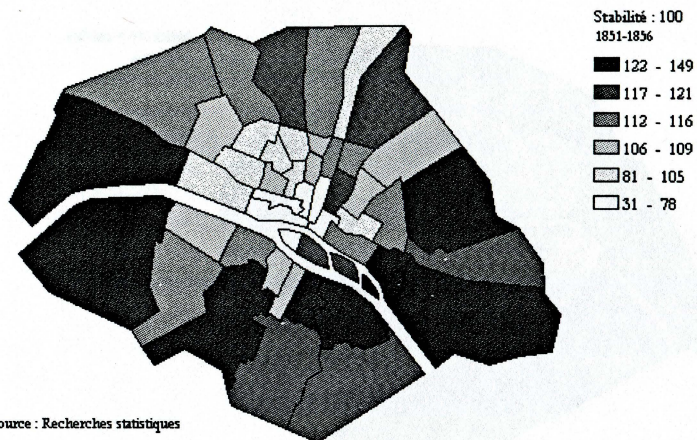
Variation de la population par arrondissement entre 1861 et 1866

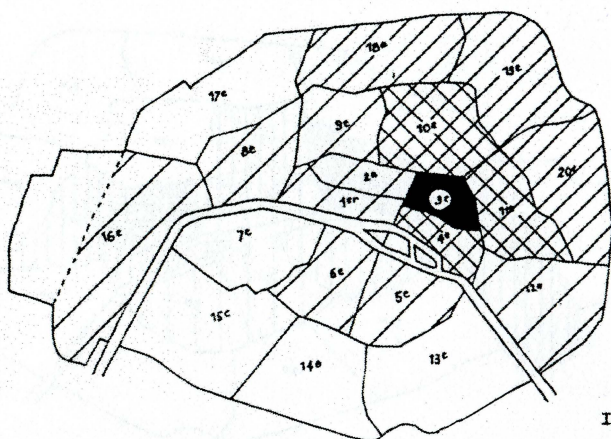


Variation de la population par arrondissement entre 1881 et 1886



Variation de la population par quartier entre 1851 et 1856





1861

Pour 100 déménagements :



0



de 0, 1 à 2



de 2 à 5



de 5 à 10

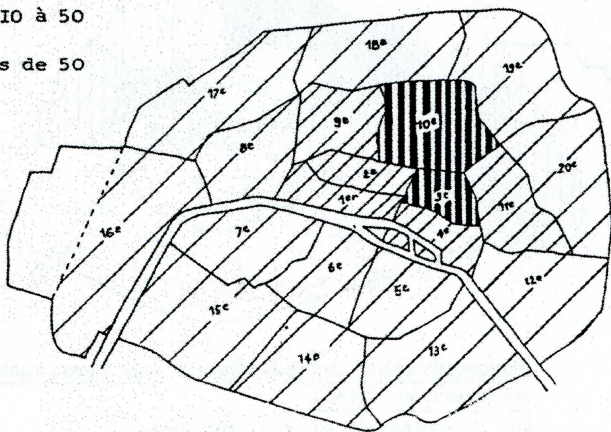


de 10 à 50



plus de 50

Les déménagements des inscrits sur les listes électorales en 1861 et 1865 dans le quartier des Arts et Métiers



1865

